LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57e Année. — Nouvelle série. — N° 347
JEUDI 12 FEVRIER 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE ANARCHISTE

Les manifestations de commémoration du 12 février interdites

Pourquoi Mayer et Baylot *ont-ils eu peur?*

Pourquoi les chefs syndicaux *ont-ils capitulé ?*

DIMANCHE 8 février, une manifestation devait commémorer l'élan antifasciste de 1934. Manifestation populaire organisée non seulement par la C.G.T. mais aussi par le Syndicat Autonome de l'Enseignement, et à laquelle devaient participer de nombreux travailleurs, et au premier rang les travailleurs nord-africains.

Mais le Préfet de Police interdit cette manifestation qui devait montrer le mécontentement populaire. La participation d'autres organisations avec la C.G.T., sur des mots d'ordre non partisans, comme la lutte contre les préparatifs guerriers et les mesures totalitaires, enlevait au gouvernement le prétexte de troubles créés par le P.C.F. Il refusait d'entendre, tout simplement, les cris de protestations contre la politique de famine, de guerre, de fascisme. Il refusait d'entendre la violente protestation de milliers de prolétaires nord-africains dressés contre les crimes du colonialisme.

Il avait peur surtout d'une démonstration qui aurait prouvé que dans ce pays la résistance au fascisme n'est pas morte, et qui peut-être aurait été le signal d'un réveil ouvrier. On comprend cette crainte gouvernementale au moment où échouait l'opération « Boutemy » qui consistait à voir jusqu'où on pouvait aller dans la voie du fascisme.

Et cette crainte était d'autant plus justifiée que cette fois, la protestation était générale et non d'inspiration stalinienne. Il fallait donc couper court à tout sursaut d'indignation populaire.

Mais que MM. Mayer et Baylot ne se rassurent pas trop vite. La protestation ira en s'amplifiant.

.. ..

Il faut dire aussi que de nombreux travailleurs s'attendaient à voir la manifestation décidée par les organisateurs malgré l'interdiction. La lamentable capitulation des dirigeants staliniens réduisait à néant l'attente de tous.

Ainsi, on donnait au gouvernement l'assurance qu'il était obéi et l'illusion que la protestation n'avait guère de forces populaires derrière elle. On tentait de décourager la classe ouvrière, de lui faire perdre confiance. Cette politique de capitulation, de légalisme, menée surtout depuis 1944, a déjà créé trop de lassitude, de découragement. Que cherchent donc les dirigeants du P.C.F. ? Ne seraient-ils pas enchantés de voir le fascisme se développer pour pouvoir crier au martyr ? Se méfient-ils des masses à ce point qu'ils préfèrent les voir battre en retraite sans livrer bataille ?

En tout cas, en posant la question, la F. A. interprète les inquiétudes profondes des travailleurs et réaffirme devant les gouvernants que, malgré les attitudes louches des dirigeants dits ouvriers, le peuple n'est pas mûr pour le fascisme.

LIB

Le commis-voyageur express, Foster Dulles, a dicté des ordres impératifs aux satellites du bloc impérialiste U.S.A.

L'Asie sera-t-elle le continent où s'allumera l'étincelle de la guerre ?

Les rebuffades des commerçants de la City de Londres empêcheront-elles le blocus de la Chine?

« Ah ! si Stevenson avait été élu... » soupirent en ce moment beaucoup de braves gens, ignorants de la politique, mais confiants dans un sourire électoral plus appuyé qu'un autre, en constatant avec angoisse l'évolution dangereuse de la situation internationale.

Eh bien, non ! Répétons-le, et on ne le fera jamais trop, la paix du monde n'est pas fonction du degré de sympathie émanant de tel ou tel grand homme, mais bien du CHANGEMENT RADICAL DE LA SOCIETE ACTUELLE. Bien entendu, quand nous indiquons cette voie, cette lutte, l'évidence même, les pleureurs hurlent à l'utopie et trouvent par contre tout naturel le fait des guerres. « Il y en a toujours eu, tant qu'il y aura des hommes, cela continuera. » Qu'à cela ne tienne, sur ce point la guerre atomique risque d'être la dernière !

Mais revenons-en à notre propos en constatant que si les conflits ne tiennent pas à de simples raisons sentimentales ou de pur hasard, mais plutôt à des causes essentiellement économiques, certaines graduations sont à observer dans le processus du déclenchement d'une guerre. Par exemple, avec un Stevenson à la Maison Blanche, la guerre n'eût pas été supprimée, contrairement à ce que croient justement les gens cités plus haut, mais probablement présentée avec plus de diplomatie, moins de hâte fiévreuse, comme le font présentement les républicains. En voilà de fichus maladroits, doit se dire l'ex-président Truman, fier de ses huit années de pouvoir « pacifique ».

Et de fait, après seulement trois semaines de présidence, son successeur a déjà fait un sacré travail! Voici du reste ce qu'en disait, il y a quelques jours, le journal anglais « Sunday Pictorial » pro-travailliste et tirant à 5 millions d'exemplaires, dans une « lettre ouverte » à Eisenhower : « Vos premiers dix-neuf jours ont été désastreux. Ils provoquent une crise entre nos deux pays, aggravent le danger d'une nouvelle guerre mondiale, en aliénant aux démocraties occidentales la sympathie de millions d'asiatiques. » Et le journal pro-travailliste continue, sans pitié aucune, en s'élevant violemment sur Formose, puis sur l'éventuel blocus des côtes chinoises, enfin sur l'attitude du commis-voyageur Dulles ayant parlé « non en ami, en associé, mais en patron ». Et tout cela est vrai. Depuis un mois, le danger devient à tous plus tangible, l'atmosphère s'alourdit, comme avant l'orage. Une série de faits peu rassurants a concrétisé cette inquiétude dont nous récapitulons rapidement le déroulement.

Qu'apportait le commis-voyageur dans ses valises ?

A tout seigneur tout honneur, commençons donc par l'homme du jour, Foster Dulles lui-même, choisi par Eisenhower comme secrétaire d'Etat. Nous connaissions déjà le bonhomme par sa jactance d'il y a six mois aux Sciences Politiques de Paris, où ce monsieur faisait aux étudiants l'apologie de la bombe atomique, parlait de la libération des peuples asservis (à l'époque, il n'était pas secrétaire d'Etat!) Aujourd'hui, c'est le même homme qui est là, cette fois tout puissant. Pour les Staliniens, c'est le « fauteur de guerre » N° 1, autre circonstance rassurante pour les futures coexistences pacifiques... L'homme est le type même du brasseur d'affaires, brutal, cynique, sans floritures. Il rencontrera à ses distingués alliés européens dans son premier discours officiel, puis dans ce voyage-éclair en Europe occidentale où il pose sans ambages les conditions de son gouvernement : « Faites votre armée européenne, sinon débrouillez-vous sans nous. » Il bouscule le cérémonial, arrive le matin à Rome, le lendemain débarque à Paris, coupe la parole à Bidault pour se retrouver à Londres en face d'un Eden morose, quitte avec plaisir la trop susceptible alliée anglaise pour son compère Adenauer et finit sa tournée en accordant quelques heures aux roitelets du Benelux. A invité tout le tas à Washington... après création de la fameuse armée européenne, bien entendu. A laissé à ses interlocuteurs une très désagréable impression de discourtoisie diplomatique.

Maintenant, la question : pourquoi cette tournée et pourquoi fût-elle si rapide ? Répondre avec certitude est difficile, mais un point semble évident; la Maison Blanche est pressée, « on » prépare quelque chose en Asie, d'ici très peu de temps, attendons-nous à de graves événements dans cette partie du monde, d'ailleurs les derniers faits semblent confirmer nos appréhensions.

Le pantin de Formose est content

Le 2 février, dans son message sur l'état de l'Union, Eisenhower annonce le retrait de la 7e flotte U. S. servant d'écran devant Formose. C'est ce que l'on appelle une déneutralisation, réclamée depuis longtemps par les républicains et plus particulièrement par l'aile ultra-réactionnaire Taft-Dewey-Mac Carthy qui exulte en apprenant la nouvelle. Autre initiative dont on parle moins mais extrêmement significative à notre sens: la dénonciation de certaines clauses dans les accords secrets de Yalta et autres lieux, germe de futurs accrochages spectaculaires à l'O.N.U... ou sur le tapis.

Revenons-en à Formose. La liberté d'action ainsi réaccordée au pantin Tchang-Kai-Chek, attire à nouveau l'attention sur ce fantoche sanglant, lequel se rouille dans « l'inaction » et rêve de lancer ses 200.000 spadassins à l'assaut de la Chine de Mao-Tse-Tung, protégée par quelque 15 millions de soldats fanatisés. Car, quoi que l'on pense du régime chinois actuel, nous ne sommes pas de ceux qui approuvent le nouveau bureaucratisme de Pékin. Il est tout de même certain que l'immense majorité du peuple chinois est prête à une lutte mortelle plutôt que de revoir Tchang et son régime de mandarinat.

Cette déneutralisation ajoute un nouveau point de discorde dans les relations « alliées » et cette fois ce sont les Français qui protestent, timidement, craignant en Indochine une intervention accrue des Chinois de Mao, en réponse à d'éventuelles opérations de commandos nationalistes. Dans son dernier discours le chef de la Chine nouvelle a relevé le défi américain.

Quant à de futures bases d'accord en Corée, il va sans dire que les dernières illusions des naïfs doivent s'envoler et, en supposant même possible la réunion d'une conférence générale pour régler la

CHRISTIAN.

(*Suite page 2, col.* 1.)

Devant l'impuissance des Gouvernements

La solidarité internationale des humbles est effective

BIENTOT près de deux mille morts de dénombrés et des milliers de pauvres gens dans un dénuement complet, tel apparaît le bilan humain de cette tempête qui vient de ravager les côtes du Nord.

La grande presse a trouvé là matière à copie, disons qu'à l'exemple de l'affaire Marius Renard certains journalistes se sont complus à exposer dans les détails certains aspects macabres de cette tragédie. Les grands de ce monde qui président aux destinées de ces pays dévastés se sacrifient pour leurs sujets. La reine d'Angleterre fait don de sa bicyclette, le roi Baudoin de Belgique vient de consentir à abréger sa villégiature sur la Côte d'Azur pour venir réconforter son peuple.

Faut-il admirer le cynisme des profiteurs et la complaisance de la presse nous informant que les estivants peuvent être rassurés, les plages belges seront remises en état pour cet été.

Mais la spéculation ne perd pas ses droits.

Par suite de difficultés d'importation de pommes de terre de Hollande, un décret vient de relever de 4 fr. au kilo à la production la pomme de terre française.

Parmi les survivants, le problème de classe domine encore au sein même de ce drame.

Pour le paysan ou le pêcheur vivant uniquement du fruit de son travail, c'est pour eux la misère complète, la vie du réfugié pour un long moment, le départ à zéro dans une vie maintenant trop courte. Pour une autre catégorie sociale : exploitants agricoles, entrepreneurs de pêcheries, propriétaires terriens des possibilités subsistent, déplacements des fonds placés, recours aux prêts gouvernementaux.

Pour cette catégorie les maisons seront vite rebâties, le vieux proverbe reste toujours le même, on ne prête qu'aux riches.

En constatant ce désastre peut-on accuser seulement la nature ? Il n'en est rien ; les raz de marée ne sont pas nouveaux, si de petites îles ne peuvent être protégées les côtes peuvent l'être. Mais les Pays-Bas ne peuvent subvenir aux frais d'un corps expéditionnaire dans leur colonie d'outre mer et en même temps établir un double système de digues de protection ; il en est de même pour la Belgique et l'Angleterre, accablées par le réarmement. On peut employer quelques unités de l'armée pour les travaux de sauvetage, ceci ne compense pas les sacrifices qu'elle impose. En France, les récentes inondations ont fait ressortir le manque de crédit pour les ouvrages de protection et l'on engloutit 1 milliard et demi par jour pour la guerre d'Indochine.

Dans tous les pays la protection civile est reléguée au second plan, les besoins militaires priment tout, qu'importe que croupissent les travailleurs dans les taudis ou qu'il en disparaissent quelques milliers dans des inondations, les armées du capitalisme libéral seront bientôt prêtes.

Les mouvements de solidarité qui se font jour ne sont pas guidés par le seul souci d'aider une population accablée par le malheur, mais les possédants se soulagent la conscience en envoyant un petit chèque, qui peut au besoin servir de référence.

Plus désintéressé est le grand élan de solidarité qui a surgi des masses populaires. Le peuple de travailleurs à l'esprit généreux, a ressenti la détresse de ces pauvres gens.

Et ceci nous a rappelé l'enthousiasme du prolétariat international pour le soutien de la révolution espagnole. Des armes, des vivres, des vêtements pour les combattants d'Espagne ! clamait à cette époque la S. I. A. s'adressant aux travailleurs et c'était alors le même élan de solidarité.

Non ! la solidarité des peuples n'est pas un vain mot. Il reste à l'établir dans une permanence qui reste impossible dans le cadre du capitalisme ou de celui de la dictature stalinienne. C'est là le rôle de l'Internationale Anarchiste. C'est une des bases morales du Communisme libertaire pour lequel nous luttons.

NORAC.

La chance des révolutionnaires

IL ne fait plus de doute que l'intérêt qui était porté à la politique après 1944 disparait progressivement en France. Toutes les couches sociales sont touchées par cet abandon de la pensée, de l'action politique. Les conversations, les lectures des gens, l'action politique de plus en plus restreinte des différentes organisations l'indiquent parfaitement.

Mais le meilleur moyen de se rendre compte de la température politique en France, est de se pencher sur les ventes des différents journaux paraissant dans le pays. L'étude de cette statistique nous renseigne assez exactement sur le mouvement nouveau des lecteurs et plus particulièrement sur la santé morale de la classe ouvrière.

Il est important de faire remarquer, avant tout autre chose, que l'intérêt porté en 1944 à la politique, par l'ensemble de la nation, était plus un intérêt pour l'action menée par le gouvernement après la Libération, qu'une activité propre des masses, et plus particulièrement de la classe ouvrière. Le parti communiste se chargea spécialement d'éviter une radicalisation de l'action de classe.

On apprend ainsi qu'on est loin d'une victoire, pour le moment, pour un groupe politique quelconque. Mais si, heureusement, il n'y a pas encore une psychologie de défaitisme, par contre une lassitude, un attentisme grave sont enregistrés, en observant le mouvement des lecteurs, comprenant une fraction ouvrière importante, vers les journaux d'informations orientés vers la droite. Et cela, parce que ces journaux savent offrir, avec leur énorme possibilité financière, la tranquillité d'esprit que recherchent présentement les lecteurs, avec des pages entières d'actualités photographiques et de romans illustrés. Le « Parisien libéré », par exemple, atteint une vente de près d'un demi-million d'exemplaires. Sa vente a augmenté de près de 200.000 lecteurs en quatre ans.

René LUSTRE.

(*Suite page 2, col.* 5.)

Témoignage sur les événements du Maroc

Nous reproduisons ci-dessous le récit d'un témoin visuel des massacres impérialistes au Maroc les 7 et 8 décembre 1952.

Ces deux jours resteront inscrits dans l'histoire révolutionnaire du Maroc comme les « Journées rouges ».

Jusqu'à présent, le gouvernement, non pas par honte, mais par peur, a censuré toutes les informations. Seul, Mauriac, l'indécent vieillard du « Figaro », n'a pu tenir sa langue. La semaine dernière, devant un auditoire privé, comme nous l'avons relaté, il a parlé, content de son geste. Il n'a pas osé dire quand même tout.

Mais tous les autres, et particulièrement le Syndicat F.O., qui a des relations étroites avec l'Afrique du Nord, ont eu peur aussi de dire la vérité à la classe ouvrière de France.

D'autres font mieux, comme l'infâme David Rousset, qui déclare n'avoir rien vu en A.F., après une enquête menée là-bas.

Notre « Libertaire » aura encore une fois l'honneur, mais que nous voudrions voir partager avec beaucoup d'autres, d'aider ceux qui savent, à répandre la vérité.

Ce témoignage de Paul Dutuit, maintenant expulsé du Maroc, est repris de « L'Ecole Libératrice » du 30 janvier 1953. Nous ne pouvons que féliciter ce camarade et cette publication du courage qu'ils ont eu.

LE mois de décembre 1952 aura été un dur réveil pour ceux qui croyaient à une colonisation au Maroc en apparence sans histoire et de pleine sécurité.

De nombreux Français de France croyaient, jusqu'à présent, en la haute mission civilisatrice des colons, des commerçants, des banquiers et des militaires installés au Maroc. C'était certainement pour le plus grand bien d'un peuple arriéré et pour le plus grand profit de ses protecteurs que l'œuvre s'accomplissait, sans aléas.

Sans doute, à certains moments, n'ignorait-on pas que « l'ordre » avait dû être rétabli et régnait à nouveau à Oudjda ou à Kouribga, à Meknès ou à Béni-Mellal, à Marrakech ou à Safi, à Fès ou à Casablanca, alternativement ici ou là. Mais, en somme, cette agitation suivie d'arrestations, d'emprisonnements et de morts parfois, ne soulevait guère d'inquiéude quant à l'avenir.

Si beaucoup de choses ont été réalisées au Maroc, ce dont s'aperçoit immédiatement le touriste, c'est incontestablement surtout au bénéfice de la minorité européenne ou américaine.

Il est interdit aux travailleurs de réclamer une amélioration de leurs conditions d'existence. Leurs représentants auprès des patrons sont renvoyés ou emprisonnés. Ils n'ont pas le droit syndical et toutes les libertés démocratiques leur sont refusées, les 7 et 8 décembre 1952 auront été des journées révélatrices: personne ne peut plus fermer les yeux sur la gravité d'un problème qu'il était de bon ton d'ignorer ou, tout au moins, dont certains estimaient pouvoir reporter la solution aux calendes.

L'assassinat à Tunis de Ferhat Hached, le 4 décembre dernier, soulevait d'horreur les travailleurs du monde entier.

C'est le dimanche 7 que des meetings ont lieu au siège des organisations syndicales dans toutes les villes. Ces réunions se passent dans le calme, sans aucun incident.

La Maison des Syndicats de Casablanca, rue Lassale, est située en pleine ville européenne. Quatre à cinq mille travailleurs la remplissent

Paul DUTUIT.

(*Suite page 2, col.* 3.)

Une lettre de la sœur de notre camarade Vanzetti en faveur des Rosenberg

La sœur de Bartolomeo Vanzetti vit toujours ; elle habite à Cuneo, en Italie. Elle a écrit au président des Etats-Unis une lettre dont le texte circule beaucoup parmi les travailleurs américains d'origine italienne, pour qui les noms de Vanzetti et de Sacco, martyrs de la classe ouvrière, assassinés « légalement » il y a 25 ans par la justice de classe des Etats-Unis, sont particulièrement chers. Voici les termes de sa lettre :

« D'après ce que j'ai lu et entendu sur l'affaire Rosenberg, j'ai pu y trouver de nombreuses analogies avec l'affaire Sacco-Vanzetti, qui a tant ému l'opinion publique dans le monde à l'époque du jugement et de l'exécution de mon frère Bartolomeo et de son camarade Sacco.

« Convaincue de l'innocence de mon frère et de son camarade, et de l'injustice commise par ceux dont ils ont été les victimes, je suis bouleversée par le mouvement, semblable à celui d'alors, qui surgit partout dans le monde pour empêcher qu'une famille soit détruite à cause d'une erreur judiciaire semblable. Je me joins à ce mouvement dans l'espoir que l'exécution des Rosenberg n'aura pas lieu, que le procès sera revisé, et la sentence de mort annulée.

« Je crois ainsi être fidèle et rendre hommage à mon frère Bartolomeo qui a dit avant de mourir : « J'es- « père être la dernière victime d'une « si grande injustice... »

« Je veux garder au cœur le grand espoir que vous entendrez l'appel d'une simple femme, à qui le grand chagrin qu'elle a souffert donne la force de vous demander un acte de justice. »

Le juge Thayer, qui fit exécuter les ouvriers anarchistes Sacco et Vanzetti sous l'accusation de meurtres, par le jet d'une bombe sur la police, qu'ils n'avaient manifestement pu commettre, déclarait au jury :

« Même si cet homme n'a pas commis les crimes dont on l'accuse, il est moralement coupable, car il est l'ennemi de nos institutions établies. »

Le juge Kaufman, lui, a déclaré que les Rosenberg doivent mourir parce que coupables de « crime de l'esprit et du cœur ».

Il faut les sauver, ce que Truman a refusé de leur accorder, ce que Eisenhower tarde à accomplir. Nous tous, qui que vous soyez, exigeons leur grâce et leur liberté immédiate.

La semaine prochaine vous lirez :

ÉPILOGUE AU PROCÈS DE BORDEAUX SUR L'EXTERMINATION D'ORADOUR

L'ÉGLISE, VOLEUSE D'ENFANTS

Le rapt des enfants Finaly prouve que l'Inquisition continue

IL est inutile de rappeler l'histoire de ces enfants Finaly que tout le monde a lue dans les journaux.

Nous nous attacherons à dénoncer le caractère odieux du fanatisme de ces religieux qui décidèrent de faire de ces enfants juifs, des prêtres catholiques, non seulement malgré eux, mais malgré la famille de ces enfants.

Si l'on veut bien admettre que la tutrice provisoire avait le libre choix de l'éducation de ses protégés, on ne peut plus tolérer son choix d'une institution religieuse pour leur éducation, qui fut créée spécialement comme celle de Notre-Dame-de-Sion, pour la conversion des Juifs au catholicisme.

Et si l'on veut encore admettre que son choix fut sans calcul à l'origine, sa complicité dans le délit de rapt d'enfants, dont s'est rendu coupable l'église, est formelle.

Jusqu'ou ira le défit de l'Eglise à la Société ? Ira-t-elle jusqu'à sacrifier les religieux coupables et mis sous les verrous? Déjà, en tout cas, toutes sortes de complicités lui sont assurées. La plupart des journaux présentent le fait sous un aspect banal. Le « Figaro », mais personne ne s'en étonne, a déjà noyé le poisson. Dans un article intitulé « Les enfants perdus », il fait remarquer que les deux gosses sont mieux chez les curés qu'à l'extérieur où ils auraient grandi dans « le mystère de leur naissance ».

L'attitude de « L'Humanité » ne nous étonne pas non plus. Depuis le début de l'affaire, pas un mot, dans ses colonnes. Jusqu'à présent nous pensions que la main tendue aux curés s'adressait plus aux chrétiens civils qu'à la hiérarchie même de l'Eglise. A moins que « l'antisionisme » lui interdise de prendre la défense des petits Juifs.

Nous pensions qu'en France le cléricalisme dans son aspect le plus abject avait disparu. Cette affaire nous aura rappelée que la lutte anticléricale, que certain voyait désuète, est plus que jamais à poursuivre. Nous en reparlerons.

R. L.

RÉFLEXES DU PASSANT

PORNOGRAPHIE

JE n'ai aucun goût pour la pornographie dont le seul mérite, si j'ose dire, est de redonner quelque passagère vigueur aux vieux notaires hantés par la nostalgie de la colonne Vendôme.

Mais il paraît qu'elle est un danger public pour le peuple américain. En effet, on apprend qu'une loi, en préparation à Washington, va s'opposer, et en termes très précis, à toute manifestation, non seulement pornographique, mais encore égrillarde, lascive, paillarde, gauloise et j'en oublie. Incontestablement il y a là un signe certain de progrès moral. Au moment où un certain général — qui se recommande de Dieu bien entendu — met tout en œuvre pour qu'enfin la guerre (sainte pour ainsi dire) déferle sur le monde entier. Il convenait de s'opposer à tout esprit insouciant, à toute exhibition de cuisses et pin-up affriolantes. Car au train où vont les choses, on se demande si Hollywood, spécialisé dans cette publicité de fesses bien pensantes, ne va pas être touché par la loi en question. Il n'en est rien. Certaines mises au point nous informent qu'en ce qui concerne l'industrie cinématographique des tolérances seront admises, la prospérité des U.S.A. pouvant souffrir de mesures préjudiciables à la vulgarisation de films hautement éducatifs.

Ainsi tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Le jour de la grande explication les G.I. iront se faire saigner quelque part sur un point du globe, cependant que leur familles recevront peut-être des bombes sur le coin du crâne... Mais les uns et les autres seront en état de « grâce » et pourront se présenter en toute confiance au Seigneur. Ce qui est un avantage certain. Car toute pornographie ou autre amoralité auront disparu des Etats-Unis où il ne restera sans doute que des prisons peuplées de pédérastes.

OLIVE.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Qu'est-ce que l'école libre ?

Laïcs et ecclesiastiques enseignants

NOUS avons pensé répondre à cette question en étudiant ce qui se passe dans une école libre de la région parisienne représentant, si vous voulez, une situation moyenne. Dans l'article précédent, nous avons parlé du personnel « d'occasion » qui abonde et qui est honteusement exploité. N'oublions pas qu'une école libre cléricale doit être tout d'abord un lieu de propagande en faveur de l'église catholique et ensuite une entreprise qui rapporte. Une « boîte qui marche » répond à ces deux conditions.

A côté des jeunes filles ou des jeunes gens qui « s'embauchent » là pour quelques années, il y a un personnel fixe de professeurs laïcs ou ecclésiastiques. Nous allons maintenant vous entretenir de celui-ci.

Les « professeurs » laïques

Dans l'institution qui nous intéresse, il y a sept dames et demoiselles civiles qui se partagent l'enseignement non religieux. Il serait fastidieux de les passer en revue méthodiquement. Elles ont pourtant toutes leurs particularités, nous nous contenterons de noter l'originalité de chacune.

Mlle V., qui enseigne la logique et la psychologie dans les classes supérieures a 72 ans. Elle s'est mise à travailler dans l'enseignement libre après sa retraite de l'enseignement laïque. C'est un petit scandale, mais l'école libre est faite de ce genre de scandale !

Mme G. est licencié en histoire et géographie, mais elle n'a pas de licence d'enseignement (elle gagne bien sa vie car elle donne des cours dans trois ou quatre écoles libres grâce à ses diplômes insuffisants pour l'enseignement laïque).

Mme S. et Mlle P., en anglais et en mathématiques, sont dans la même situation.

Mme B., qui possède son baccalauréat, donne les cours de latin. *Mlle de L.*, issue d'une riche famille, s'occupe bénévolement de physique.

Le cas de *Mlle C.* qui enseigne les sciences naturelles et la chimie est beaucoup plus curieux. C'est une vieille demoiselle qui s'est « retirée du monde » après la guerre de 1914. Elle loge dans l'école et elle est traitée comme une ecclésiastique, elle n'a que de l'argent de poche (très peu) et si elle a besoin d'une robe, la « Mère supérieure » la lui achète avec l'argent de la « maison » (Des élèves m'ont affirmé qu'elle avait toujours la même depuis des années).

Les traitements

Excepté cette dernière, les autres professeurs, tout comme Mlle Claude F..., touchent par mois les fatidiques 17.000 francs. Toutefois, étant titulaires, elles reçoivent en plus, la plupart du temps, 200 fr. par élève et par mois, ce qui porte le traitement à 24.000 ou 25.000 francs. Nous n'envisageons pas le cas exceptionnel de celles qui font la classe dans plusieurs écoles et qui arrivent ainsi à gagner 35.000 à 40.000 francs.

Il n'est évidemment pas question de demander une augmentation !

A ce personnel laïque, pour être complet, il faut ajouter le personnel des cuisines. On le réduit au strict minimum et il est du genre : gouvernante de curé. Les pensionnaires ont chacune leur jour d'épluchage de pommes de terre, de nettoyage de dortoir, d'allumage de feu, etc., ce qui permet de réduire le personnel qu'on paie. La première règle ici est l'économie qui évidemment entraîne un maximum de bénéfices.

Michel MALLA.

Prochain article : *Les ecclésiastiques et l'enseignement.*

(2) Voir promier article : « Libertaire » nº 346 du 5-2-53.

Des rats dans une école maternelle !

LES parents des enfants qui fréquentent l'école maternelle de la rue Pierre-Bullet, indignés par les alarmantes conditions d'hygiène qui règnent dans cet établissement, ont signalé à plusieurs conseillers municipaux que des rats se promènent en plein jour sur les tables où les enfants prennent leurs repas, et jusque dans la salle de repos où les tout-petits dorment sur des nattes.

Alors qu'une exposition présente, à Paris, les dernières innovations en matière d'architecture scolaire, il est absolument inadmissible que de jeunes enfants soient exposés à pareil danger.

Les écoles délabrées

ENCORE une école négligée ! Un nouveau cas de locaux scolaires délabrés vient d'être signalé au Conseil municipal. Il s'agit de l'école de garçons située 180, avenue du Général-Michel-Bizot, qui attend toujours les ravalements et agrandissements projetés, faute de crédits. Murs délabrés, portes manquant dans les installations d'hygiène, mauvaise installation de bâtiments provisoires, telle est la situation à laquelle il faut remédier d'urgence.

Tables d'écoles trop basses

BEAUCOUP de cas de scolioses et de cyphoses (déviations et mauvaises courbures de la colonne vertébrale) sont provoqués par des tables d'écoles trop basses pour les enfants d'âge moyen. Pour l'ensemble des écoles primaires de Paris et de la banlieue, les taux de scolioses et de cyphoses réductibles ou non réductibles s'élèvent pour les années 1949-1950 à 32,1 % ; pour 1950-1951 à 23,9 % ; pour 1951-1952 à 22,5 %, de l'effectif scolaire

L'Europe et l'Asie se préparent à la guerre

(*Suite de la première page*)

question coréenne, les U.S.A. ne reconnaîtraient jamais le régime communiste chinois, condition essentielle à un accord. De plus, cette reconnaissance serait par contre, favorablement envisagée par les Anglo-Français, d'où risque de nouvelles brouilles entre les Américains et leurs acolytes. Mais la question de Formose, déjà épineuse elle-même, se complète par une nouvelle décision de Washington : le blocus des côtes chinoises serait prochainement décrété.

A quand la bombe atomique, maintenant ?

Avec le blocus, les Républicains suivraient fidèlement leur programme soit : utilisation des troupes nationalistes, blocus, emploi de la bombe atomique en Corée, ou en Chine. Oui, maintenant, tout devient possible, à quand la bombe ?

En tout cas, un blocus serait, à notre avis, encore bien plus lourd de conséquences que la déneutralisation de Formose :

1° Là, les risques d'accidents » avec des navires russes ou satellites cherchant à ravitailler Mao, sont à craindre par dizaines;

2° Le blocus lui-même n'est-il pas un acte de guerre caractérisé, malgré les non-relations diplomatiques de Pékin et Washington ? Enfin, le même refrain : de nouveau, risques de complications dans les bonnes relations des capitalistes bourgeois, à la satisfaction de Staline.

En effet, le « Sunday Pictorial » cité plus haut ajoute à ce sujet : « Cela (le blocus) signifierait aussi que les navires britanniques à destination de Hong-Kong seraient pérés (1) en haute mer. Etes-vous disposés à une telle tension ? » Les Anglais sont des gens pratiques, commerçant avec la Chine communiste par l'entremise du grand port asiatique et un blocus supprimerait une bonne source de revenus et cela, on les comprend, ne leur plait pas.

Les désaccords du clan n'apporteront pas la paix

Alors, tous ces germes de discorde augurent-ils une future rupture entre les « Alliés » ? Non, bien sûr, et le génial petit père n'a rien inventé en parlant des contradictions du capitalisme. Le ton des relations entre suzerain et vassaux ira s'aigrissant, cela est probable; mais que les travailleurs le sachent bien : si la guerre éclate (et elle est en bon chemin), les *gouvernements anglais, français, se retrouveront aux côtés de leur patron américain.* De l'autre côté, on rechignera aussi, mais cela se fera quand même, et déjà l'on se prépare (voir la création d'une armée orientale allemande copiée sur le modèle stalinien).

N'espérons pas de sereines lézardes dans les édifices des blocs impérialistes, par le seul fait de quelques désaccords de tactiques. Les seules lézardes graves, *ce sont les exploités qui peuvent les occasionner en préparant la révolution sociale, avant la guerre ou pendant.*

Témoignage sur le Maroc

(*Suite de la première page*)

et débordent dans la rue. Cette grève de protestation avait un caractère essentiellement national. C'était la manifestation solennelle d'un peuple colonisé, apportant sa sympathie douloureuse et son appui à un autre peuple colonisé. La décision de grève fut donc prise le dimanche matin à la réunion.

Le soir même, aux Carrières Centrales, quartier misérable où sont entassés une soixantaine de mille ouvriers, des crieurs publics, encadrés par des policiers en jeep, faisaient savoir que la grève, ou la fermeture des boutiques, entraînerait la répression.

La foule entourant ou suivant les crieurs lançait des mots d'ordre contraires. La police fonça, matraqua et ouvrit le feu sans sommation. Il y eut bientôt de nombreux morts. Des hommes étaient arrêtés et conduits au commissariat du quartier, bientôt assiégé par leurs camarades venant réclamer leur libération. La police tira à nouveau.

A minuit, il y avait plus de 100 morts aux Carrières Centrales.

Le reporter du quotidien socialiste belge « Le Peuple » a vu de ses yeux plus de cinquante cadavres d'ouvriers entassés devant le poste de police et estime le nombre des morts à plusieurs centaines.

Le journal « La Vigie marocaine » donna comme bilan : 21 morts marocains parmi les « manifestants », 2 moghaznis tués et 3 morts européens, dont 2 femmes égorgées et violées.

Cette information était démentie le lendemain par le journal « Le Petit Marocain-Progrès Marocain ».

A 7 h. 1/4, le lundi matin, en allant au lycée Lyautey, j'avais vu des camions bondés de forces supplétives et de goumiers armés jusqu'aux dents se diriger vers la Médina. Qu'allait-il encore arriver ? Je n'ai appris que plus tard que la tuerie avait recommencé à 9 h. 30 : un barrage de police, s'opposant à la marche d'un convoi funèbre de patriotes marocains, avait fait usage de ses armes. Les morts et les blessés devaient tomber par centaines en cette journée du 8 décembre 1952.

Le lundi après-midi, au moment où la « Vigie marocaine » fut criée dans les rues, de nombreux Marocains se rendaient à la Maison des Syndicats pour protester contre ce massacre et les arrestations du secrétaire général de l'Union générale des Syndicats confédérés du Maroc, Taïeb ben Bouazza, de Tibari ben Mohamed, membre du Bureau, et de Belaïd ben Abdallah, secrétaire de l'U.L. de Casablanca, arrestations qui avaient eu lieu le matin du lundi, dans l'illégalité la plus absolue, sans que fût présenté aucun mandat d'arrêt.

La Maison des Syndicats était entourée de forces armées considérables qui laissèrent pénétrer dans « la souricière », comme l'ont appelée les journaux, les milliers de travailleurs qui arrivaient en rangs serrés, sans cris, calmement.

Le journal « Le Petit Marocain » du 9 décembre 1952 écrivait : « Les manifestants entraient librement à la Maison des Syndicats. Quand ils s'y trouvèrent à deux mille, le chef de région donnait l'ordre à la police de bloquer toutes les issues. Des forces massives formèrent de multiples barrages. La souricière s'était refermée.

Je travaillais dans mon appartement situé non loin de là, lorsque j'entendis un coup de feu, vers 16 h. 30, puis des cris. De mon balcon, je vis des Marocains qui s'enfuyaient, couverts de sang, poursuivis par des policiers. La souricière s'était refermée.

Ce n'était encore que les préliminaires de l'action principale : on déblayait le terrain, on chassait à coups de matraques et de crosses de fusil les centaines de Marocains qui étaient restés dehors, faute de place à l'intérieur de la Maison des Syndicats, pleine comme un œuf.

Pour dégager la seule ouverture (entrée et sortie) une auto blindée abattit la murette de séparation du hall et des locaux, écrasant trois ou quatre marocains.

Puis, « quelques minutes après, la police commençait l'évacuation par petits groupes de la Maison des Syndicats. Cela s'effectua à un rythme d'enfer, et avec toute la précision et la rigueur que les circonstances imposaient ». (*Petit Marocain* du 9 décembre 1952.)

Je suis sorti et j'ai assisté au lynchage de ceux que la police ne conservait pas (*Maroc-Presse* parlait de 300 arrestations et *Le Petit Marocain* disait : « Certains Marocains, conduits les mains en l'air, au-delà de la place, furent repris par la foule qui les attendait »).

« La foule qui les attendait » bordait la rue Lassale sur 150 mètres et la rue Blaise-Pascal sur 200 mètres. Un par un, les travailleurs sortant de la Maison des Syndicats étaient fouillés, sauvagement frappés par les policiers à coups de matraque, à coups de poings et de pieds, à coups de tête casquée dans le visage, poussés vers cette foule européenne bien habillée qui achevait haineusement le travail policier.

A Rabat, à Beni-Mellal, il y eut également des morts et des blessés marocains. Les arrestations commencèrent partout dans le Maroc.

Les autorités jugèrent opportun de faire des obsèques solennelles aux quatre victimes européennes alors que le sang coulait encore, que des centaines de Marocains, hommes, femmes, enfants étaient enterrés en fosse commune à Ben-M'Sick.

Au cours de la cérémonie, groupant plusieurs milliers de personnes dont quelques représentants du Maghzen, l'hymne chérifien, joué après la *Marseillaise*, à l'arrivée du Résident général, fut sifflé et hué.

Le même jour, le parti de l'Istiqlal et le parti communiste étaient interdits ; toute réunion publique ou privée était soumise à une autorisation préalable accordée éventuellement par l'autorité militaire.

Les militants nationalistes et communistes marocains furent transférés dans le Sud. Les Français furent arrêtés sur le lieu de leur travail ou de nuit à leur domicile, et traités comme des criminels.

Pourquoi ces méthodes fascistes, ces tueries, ce sang versé ? Espérait-on supprimer l'esprit national du peuple marocain ? Non-sens !

Il est évident à présent pour beaucoup d'entre nous que les événements se précipitent en Afrique du Nord et que c'est une solution pacifique à laquelle nous aspirons tous qui s'impose le plus vite possible. S'il n'en était pas ainsi, il faudrait craindre le pire, c'est-à-dire une répression sanglante s'accentuant dans le but d'étouffer les aspirations légitimes d'un peuple conscient du carcan de l'oppression, sous quelque forme que ce soit, d'impérialismes rivaux ou complices.

La chance des révolutionnaires

(*Suite de la première page*)

Mais, en même temps, un autre courant important de lecteurs, composé de la partie des classes moyennes plus ou moins gauchissante à la « libération », s'en va vers les journaux conservateurs comme le « Figaro » et l' « Aurore ». La violence du ton quelquefois employé par ce dernier journal ne signifie que la crainte d'un laisser-aller de la bourgeoisie française, et non un aspect fasciste net. Ces deux journaux ont augmenté respectivement leur vente de 100.000 et 70.000 exemplaires.

Ce déplacement des lecteurs vers une droite classique ne se fait pas, malgré tout, en totalité. Un nombre de lecteurs important, qui s'évalue pour les journaux édités à Paris à 800.000 environ, a abandonné depuis quatre ans toute lecture de journaux. Ainsi, ce recul rapide de toute la presse de politique affirmée, de la droite de combat comme de la gauche, ne se fait pas à l'entier bénéfice de la presse conservatrice ou d'information. Signalons que parmi les journaux politiques de droite, le « Rassemblement Ouvrier » et la « Bataille » ont disparu, et que « Carrefour » a diminué son tirage de 60.000 exemplaires. Parmi la presse stalinienne, l' « Humanité » n'a plus, pour toute la France, qu'une vente de 140.000 exemplaires. Dans son ensemble, la presse de gauche a perdu environ 650.000 lecteurs.

Cet état d'esprit qui règne en France, et surtout dans la classe ouvrière, est extrêmement grave. Si aucun danger précis de fascisme n'est présent (ce n'est pas le « Parisien libéré » et le « Figaro » qui présentent ce danger), la passivité, plus particulièrement de la classe ouvrière, risque de permettre le renforcement du conservatisme capitaliste avec tous ses maux sociaux aggravés. L'évolution lente du capitalisme classique vers l'étatisme forcené, le réel danger, et que favorise même le conservatisme, va se poursuivre avec une approbation par le silence. Ce n'est pas l'agitation vaine de l'arrière-garde stalinienne, qui n'a même plus le courage de descendre dans la rue — les manifestations se font à présent à huis clos dans l'enceinte du Vel' d'Hiv, — qui redressera la situation.

Les lecteurs des journaux conservateurs ou d'information (!) seront facilement persuadés par ceux-ci de la nécessité des mesures étatiques appliquées pour le soi-disant maintien de la « prospérité économique ».

Depuis quelques années, on s'est rendu compte que la marche du capitalisme vers l'étatisme, vers le capitalisme planifié, peut ne pas prendre forcément l'aspect violent du nazisme, si de graves crises n'ont pas mis en danger immédiat les structures économiques du régime à conserver.

La vigilance des révolutionnaires devant le danger de cette barbarie nouvelle doit donc se renforcer. L'aspect déprimant de l'état de la pensée politique doit nous redonner plus de force encore pour mener notre lutte.

Pour le moment, notre influence sur les lecteurs ouvriers a peu de chances de s'étendre facilement. Mais nous ne pouvons oublier les 800.000 personnes, peut-être le double pour l'ensemble du pays, qui ne lisent plus. Parmi elles, un pourcentage important est représenté par des ouvriers. Ceux justement qui, après avoir abandonné la presse de gauche, ont refusé les journaux de droite. Leur lassitude ne peut être prise pour un dégoût définitif. Ce sont ceux qui attendent peut-être le programme d'une organisation révolutionnaire. Ceux qui, comme le craignait, la semaine dernière, R. Guyot dans l'hebdomadaire « France Nouvelle », peuvent être sensibles à la « phrase anarchiste ».

C'est à nous d'aller à eux, de nous faire connaître d'eux. Les militants, les lecteurs ont comme premier devoir de FAIRE TENIR LEUR « LIBERTAIRE » par les abonnements, les souscriptions, et d'abord en faisant CONNAITRE LE « LIBERTAIRE ».

Les militants peuvent augmenter la vente à la criée en employant des mots d'ordre convenant parfaitement, les lecteurs peuvent passer le « Libertaire » à leurs amis, en parler autour d'eux, collecter des abonnements et des souscriptions.

Nous avons, comme nous l'avons dit la semaine dernière dans notre appel, A MAINTENIR OUVERTES, PAR-DESSUS LE PESSIMISME MORTEL DE NOTRE TEMPS, LES PERSPECTIVES D'ESPOIR DE LA REVOLUTION SOCIALE QUI SE FERA.

Nous avons aussi à travailler à refaire l'unité de la classe ouvrière, à lui redonner sa vigueur dans la lutte, à élever le barrage devant l'étatisation d'abord, et à lancer ensuite les forces recréées vers la libération définitive de tous les hommes.

(Voir la 2e liste de souscription en page 4.)

SYMPATHISANTS ET JEUNES

Sur l'initiative du Comité régional de la F. A., une commission d'accueil est formée qui a pour but de recevoir les sympathisants et les Jeunes désireux de militer au sein de notre organisation.

Cette Commission recevra chaque mercredi, de 20 heures 30 à 22 h. 30, 1er étage, 24, rue Sainte-Marthe, Paris-10e. Métro : Belleville.

Louis CHAUVET, compagnon de lutte de Sébastien FAURE n'est plus

Un ami, un camarade vient de disparaître à l'âge de 61 ans. Il appartenait à la génération au-dessus de nous. Malgré cela, il avait l'esprit jeune, combatif. Avec son ami Pierre Lentente, il se dépensait, en dehors de son labeur quotidien — correcteur d'imprimerie — à la Société des « Amis de S.-Faure » pour la réédition des œuvres du fondateur de notre LIBERTAIRE.

Il n'appartenait pas à la F.A., mais il venait souvent nous voir. Au nom d'une déjà vieille amitié, il aimait converser, juger, disséquer les événements.

Il aimait la jeunesse, son esprit bagarreur, hardi, tenace. Il nous aimait tous, car les luttes du passé n'étaient pas éteintes. Il n'y avait donc pas à désespérer. Une génération s'en va, la suivante est déjà au travail, le cœur à l'ouvrage.

Il serait ingrat de notre part de ne point reconnaître en ce camarade ce qui a toujours été le point de fixation de sa vie militante. En tous temps, et en tous lieux, il était connu, aimé, apprécié pour sa probité morale.

Il a été incinéré au Colombarium du Père-Lachaise. De nombreux amis avaient tenu à y assister. Avec regret, nous n'avons pu nous y rendre. Que ses amis, que sa famille trouvent ici la gratitude de la Fédération Anarchiste.

R. JOULIN.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

LA SAULAIE - D'OULLINS

Vendredi 13 février, à 20 heures 30, salle de l'ex-café Voron, 33, avenue Jean-Jaurès.

Sujet : Ce qu'est la Fédération anarchiste. Son but : Le Communisme Libertaire.

***Orateurs* : LAVOREL, JOUANNIN, TARDIFF.**

LE 26 FÉVRIER 1953

SALLE SUSSET, 206, quai de Valmy, Paris-Xe, à 20 h. 30

Vous viendrez applaudir...

JANETTE PICO — de la Radiodiffusion

CHARLES BERNARD — du Caveau de la République

GEORGES BRASSENS — Notre moderne Troubadour

REMI CLARY — de la Radio-Télévision

CHARO MORALÈS — l'éblouissante danseuse

LILLETTE & PHILIBERT — Les Enfants Terribles e la chanson

JACQUELINE VILLON — de la Fontaine des 4 saisons

ANNIE NOËL

LEO FERRE — du Cabaret de l'Ecluse

et... et..., nous vous les réservons en surprise au Spectacle de Variétés

offert par le Comité Régional de la F.A. à ses amis

GASTON GASSY

sera notre sympathique présentateur

UN BAL DE NUIT

jusqu'à l'aube clôturera le spectacle avec l'orchestre SALVADO

Retirez vos cartes d'invitation à notre permanence :

145, quai de Valmy, ou à nos vendeurs à la criée du "Libertaire"

La fonction de l'orgasme

de WILHELM REICH

ENFIN ce livre est paru en français (1).

Pour ceux qui avaient eu l'occasion de connaître cet ouvrage édité à New-York en 1942 et qui avaient ressenti à la lecture cet enthousiasme que l'on n'éprouve que pour quelques livres dans une vie, c'est une joie profonde.

Le titre de cet ouvrage est net et montre déjà un des points essentiels de l'œuvre de Wilhelm Reich qui place l'orgasme au centre du problème sexuel. Bien que cela paraisse évident à la lecture, Reich a démoli cette notion erronée de « puissance » basée uniquement sur la possibilité d'exécuter l'acte sexuel (et avant lui plus un individu peut répéter l'acte sexuel, plus il est puissant) et a montré que si les sujets névrosés sont capables de relations sexuelles, ils ne sont jamais capables de cette puissance orgastique qu'il définit comme étant « la capacité de s'abandonner au flux de l'énergie biologique sans aucune inhibition ».

Reich détaille les mécanismes de l'orgasme et de la sexualité mais nous ne pouvons aborder ici cette partie trop complexe et impossible à résumer.

Pour Reich « la santé psychique dépend de la puissance orgastique, c'est-à-dire de la capacité de se donner lors de l'acmé de l'excitation sexuelle ». Il montre combien elle est liée aux conditions sociales.

Toute notre société concourt à rendre intérieures les contraintes extérieures. Les individus perdent la confiance en eux-mêmes ;

« L'individu élevé dans une atmosphère de négation de la vie et du sexe acquiert un plaisir angoissé, la peur de l'excitation et du plaisir... »

« Ce plaisir angoissé est le terrain sur lequel l'individu se crée les idéologies qui nient la vie et qui deviennent les bases des dictatures. C'est le fondement de la peur de vivre d'une manière libre et indépendante. Il devient la source où toutes les activités politiques réactionnaires, où tous les systèmes de domination d'un individu ou d'un groupe sur une majorité de travailleurs puisent leur force ».

C'est ainsi qu'opprimés au départ dans ce qu'il y a de plus vital en eux, les hommes s'éloignent de la vie. Ils prennent des attitudes contraires à la nature :

« Le devoir a remplacé la joie naturelle dans le travail et l'activité. La structure caractérielle moyenne des êtres humains s'est modifiée dans la direction de l'impuissance et de la peur de la vie, de sorte que les dictatures trouvent un terrain préparé pour s'établir mais aussi peuvent se justifier en mettant l'accord sur les attitudes humaines existantes, telles que le manque de responsabilité et l'infantilisme. La dernière catastrophe internationale est l'effet ultime de cet éloignement de la vie. »

Or, l'homme ne sera capable de vraie liberté tant qu'il ne pourra accomplir normalement l'acte sexuel (orgastique) :

« Le processus sexuel, c'est-à-dire le processus biologique expansif du plaisir est le processus vital producteur essentiel ».

Reich a également montré combien l'élucidation du problème sexuel et de la « fonction du vivant » constitue un danger pour le « régime dictatorial autoritaire de toute espèce qui, par sa morale obsessionnelle et par son attitude obsessionnelle envers le travail, tente de détruire la décence spontanée et l'auto-régulation naturelle des forces vitales ».

Reich montre combien la dictature autoritaire se retrouve partout et est une tendance humaine générale :

« Bien que je n'appartienne à aucune organisation politique ou religieuse j'ai néanmoins une notion définie de la vie sociale. Ce concept... est scientifiquement rationnel. Aussi je pense qu'il n'y aura pas de paix durable sur notre terre et que toutes les tentatives de socialiser les êtres humains resteront vaines tant que des politiciens et des dictateurs de toute sorte qui n'ont pas la moindre notion du processus actuel de la vie, continueront à mener des masses d'individus endémiquement névrosés et sexuellement malades. La fonction naturelle de socialisation de l'homme est de garantir le travail et la réalisation naturelle de l'amour. »

D'autre part, Reich s'attaque à l'autorité religieuse et à la morale qui participent à la destruction de l'homme et à l'éloignement du bonheur. L'autorité représente toujours une solution de facilité. Tout au long de son livre, Reich se révolte contre ces manifestations d'autorité : la famille qui tend à détruire la sexualité de l'enfant, le mariage et la continence avant le mariage, le plaisir sexuel condamné s'il n'y a pas procréation et sur le fait que l'on voit des « autorités » médicales accepter ces principes. Il signale l'importance de la peur de la grossesse et du **coitus interruptus** qui sont le point de départ de nombreuses manifestations névrotiques.

Reich, sans doute parce qu'il est un « savant consciemment social » donne toute leur importance aux conditions matérielles — entre autres le logement. Les sujets qui ont faim, ceux qui sont logés à plusieurs dans une pièce ne peuvent avoir une vie sexuelle normale, deviennent souvent des névrosés. « Si nous voulons réaliser une prophylaxie des névroses, nous devons obtenir un changement radical dans tout ce qui les cause ».

Reich est le premier à avoir démontré que le refoulement sexuel est d'origine socio-économique et non pas d'origine biologique.

On sent combien Reich a été marqué par les expériences qu'il a vécues en Allemagne et au cours de la guerre mondiale. Ce chapitre « l'Irrationnel fasciste » mériterait d'être entièrement reproduit tant il est riche en idées et combien il donne à réfléchir. D'ailleurs l'auteur a écrit sur ces questions un ouvrage remarquable : « Psychologie de masse du fascisme ».

Les révolutionnaires ont souvent eu une méfiance à l'égard de la psychanalyse pensant que les névroses sont réservées aux gens aisés qui peuvent se les permettre. Reich qui a travaillé dans de nombreuses cliniques pendant toute sa vie affirme que les névroses se rencontrent sans distinction de classes, prenant seulement des formes différentes suivant les niveaux.

Souvent aussi on entend dire : « Et puis après, qu'en aurai-je de plus quand j'aurai compris les raisons de mon déséquilibre ? »

Reich analyse de façon si claire et si profonde les mécanismes de dérèglement de notre psychisme que déjà cela peut aider un certain nombre de sujets à comprendre leur sexualité ou leurs troubles. D'autre part, Reich propose une méthode de traitement que nous n'avons pu aborder ici.

Enfin l'auteur montre à quel point les troubles individuels sont le reflet d'une société centralisée mécanisée qui pousse à la névrose individuelle et collective. Reich, en étudiant ces problèmes d'ordre sexuel et psychanalytique à la lumière de faits sociaux, nous donne des arguments scientifiques pour ce que nous avons tous senti à titre individuel et collectif : il n'y a pas de possibilités de **Vie réelle** en cette société.

Le fait qu'un grand esprit comme celui de Wilhelm Reich soit resté éloigné de tout compromis avec les autorités quelles qu'elles soient et partisan acharné de la liberté, nous donne espoir et confiance.

On comprend pourquoi Reich fut si violemment attaqué en Norvège, arrêté en Amérique, rejeté par les psychanalistes, attaqué par les réactionnaires, les fascistes, les communistes-staliniens, par les socialistes, par tous !

Reich ne peut qu'être combattu avec acharnement par tous ceux qui d'une façon ou d'une autre participent à l'histoire du monde en acceptant l'autorité.

Nous espérons qu'en France nous serons nombreux à lire ce livre, à le diffuser et à tirer profit de cette lecture qui apporte des bases scientifiques de haute valeur aux revendications sociales.

G. BERNIER.

(1) En vente à notre service de librairie : 795 fr. franco.

Il y a 20 ans, le 30 Janvier 1933

LE FASCISME S'IMPLANTAIT EN ALLEMAGNE

Le mécanisme économique du régime nazi. Faut-il croire aussi à la responsabilité du peuple allemand ? Primauté de l'État.

LE sens social réel du nazisme apparaît donc radicalement différent du schéma officiel : volonté de puissance d'un homme plus discipline, instinct de grandeur (ou même folie) d'un peuple égale dictature. Le rôle des grandes vedettes de l'histoire a toujours été amplifié de manière à leur attribuer une responsabilité et une originalité foncières absolument démesurées. Ainsi pour Hitler, « *le plus maniable des illuminés* », comme l'appelle un des spécialistes de l'histoire allemande (1), peut être ramené à un serviteur ambitieux du grand capital. Mais le plus habile d'entre eux car, issu du peuple, il savait manier certaines masses en interprétant leurs aspirations pour mieux les orienter dans l'intérêt de ses maîtres (à l'inverse de *Ludendorff*, autre ambitieux qui fit le chemin inverse — issu de l'oligarchie dirigeante, il va au peuple — et échoue). Comme tous les mouvements fascistes, le nazisme tend à unir les classes (formules du corporatisme, du fascio, de l' « union nationale », de l'association capital-travail, etc.), c'est-à-dire à consacrer d'une manière plus ou moins rigide les rapports qui les régissent en annihilant le jeu des forces qui les opposent. En fait cette opération aboutit au renforcement du régime capitaliste malgré toutes les déclamations démagogiques destinées à rallier l'appui des masses.

« *La bourgeoisie est l'héroïne du national-socialisme* », a déclaré en 1923 Rosemberg le théoricien attitré du parti. Elle en est doublement l'héroïne en effet car d'une part les classes moyennes fournissent l'encadrement et le gros des troupes du nazisme, et, d'autre part, le grand capital fournit l'état-major et le « nerf de la guerre ». « Avec le nazisme ce n'est pas une doctrine qui triomphe, mais l'accouplement monstrueux de deux forces : l'argent et la fureur populaire » (2). L'argent fourni judicieusement par les gros industriels (3) au N.S.D.A.P. (parti nazi) sert à drainer, orienter, détourner la fureur populaire dans des directions qui ne peuvent être nuisibles au grand capital et au régime dont il

par Frantz FURSTENBERG

vit. Les grands chefs nazis se proclament « défenseurs de la propriété privée ». Leurs contacts avec les milieux de la Ruhr sont constants. Leurs commanditaires savent utiliser leur ambition et leurs talents et ne dissimulent pas leur appui au N.S.D.A.P. Vers 1931 les industriels décident de ne plus embaucher que des national-socialistes. Le caractère bourgeois de l'avènement soi-disant révolutionnaire du nazisme est rendu patent. « Le pouvoir sera conquis par des moyens légaux et des pressions illégales ». Ce sera une « révolution nationale » comme en Italie en 1922 et en France en 1940 où l'accession au pouvoir s'opère dans les règles normales du régime parlementaire. « La voilà la vraie révolution, cette « froide révolution » (kälte Revolution) que souhaite le petit bourgeois allemand, la révolution sans coups ni blessures, sans effusion de sang sinon sans tortures secrètes » (Vermeil).

Une fois les nazis arrivés au pouvoir le plus régulièrement du monde, la consolidation du régime capitaliste va bon train. « Un état-major à la fois civil et militaire s'efforce de faire passer la population civile sur le plan militaire total » (Vermeil).

L'asservissement de la classe ouvrière s'accompagne d'une remarquable activité économique. La machine tourne à merveille : les salaires sont fixes ; les commandes de l'Etat (surtout en armement) n'assurent que bénéfices en augmentation constante. Toutes les organisations syndicales sont dissoutes et remplacées par le « Front du Travail », dirigé par le docteur Ley (lui-même est bientôt coiffé par Schacht qui le rappelle à l'ordre, craignant que cet organisme jaune ne finisse par rappeler la lutte des classes). Schacht fait placer des employeurs à tous les postes de direction. La grève est interdite. Le livret de travail institué, rendant tout changement d'emploi impossible.

Cette « rationalisation » de l'appareil économique assure une prodigieuse expansion de la production et un pouvoir de plus en plus indiscuté des classes sociales dirigeantes.

Cependant il est bien évident que la machine ne peut fonctionner longtemps en vase clos sans faire sauter le couvercle. C'est d'abord l'entraînement inéluctable à la guerre pour conquérir les marchés toujours convoités de l'Est, démontrant que *fascisme et impérialisme sont les produits inséparables de l'évolution capitaliste*. Mais à l'Est un autre impérialiste sera le plus fort qui faisant cause commune avec les impérialismes occidentaux se jettera à la curée de l'économie allemande. Pour justifier ses actes anti-internationalistes le gouvernement soviétique fera sien le slogan nationaliste chauvin de la responsabilité collective du peuple allemand, rendant solidaire la classe ouvrière allemande de la bourgeoisie nazie.

Nous avons encore à la mémoire l'effarant appel des communistes allemands du 10 juin 1945 où l'on trouvait : « Le peuple allemand est devenu l'instrument de Hitler et de ses maîtres impérialistes et il partage leur culpabilité », et aussi cet aveu dont nous ne contestons pas le bien-fondé : « Nous autres communistes allemands nous proclamons que nous nous sentons coupables aussi ». Seulement le défaut des staliniens est que s'accusant ils ont toujours tendance à se prendre pour la classe ouvrière entière.

Les fautes lourdes qu'ils ont commises ne peuvent être imputées au prolétariat allemand trahi par les social-démocrates puis livré par le komintern aux nazis dont il n'avait pas pressenti tout le danger.

Il est en effet incontestable qu'une partie de la bureaucratie a été prise à la phraséologie socialisante du nazisme et qu'elle est tombée dans le panneau « de gauche » qui lui était tendu (sans parler de ceux qui passèrent avec armes et bagages à l'ennemi). Une telle méprise peut certainement être provoquée par la présence d'éléments conscients et sincèrement anticapitalistes dans un mouvement fasciste.

Elle a pour cause la méconnaissance profonde du problème de l'Etat et pour effet de surestimer considérablement l'importance des différends qui peuvent opposer certains dirigeants de l'Etat aux possesseurs de l'économie. Quand l'Etat prend un type fasciste, c'est-à-dire quand il fusionne le plus étroitement avec le capital, il est inévitable que certaines rivalités d'intérêt subsistent, comme entre la grande aristocratie financière et ses fiefs (diplomatie, Wehrmacht) d'une part et les plébéiens des nouveaux corps de l'Etat (parti, Gestapo, S.A., S.S.) d'autre part. Mais ces rivalités d'intérêt, même si elles se traduisent par des heurts violents (comme le 20 juillet 1944) ne peuvent pas avoir pour enjeu la remise en question du système de propriété et de la domination politico-économique. Leur solidarité vis-à-vis des masses exploitées ne peut être que l'emporter en fin de compte.

La force du pouvoir nazi ne résultait pas de la prise du pouvoir du peuple ou d'une partie du peuple qui se résigne à une entente avec le capital mais de la combinaison « des méthodes américaines de propagande et de celles des dictatures du fascisme italien et du communisme russe » (idem) au service de l'Etat.

L'Etat qui, quelle qu'en soit l'origine, ne peut que perpétuer, voire instaurer l'exploitation de l'homme par l'homme, du peuple par les technocrates qui ont le privilège de le diriger.

Et cela que ces technocrates soient ou non issus du peuple, qu'ils aient eu ou non le désir de changer son sort.

Telle est la leçon du fascisme allemand, voisine de celle de beaucoup d'autres expériences historiques de ce siècle.

FIN

(1) Le professeur Vermeil.

(2) Vermeil : *Essai d'explication de l'Allemagne*, p. 313.

(3) « Le Fonds Adolphe-Hitler de l'Industrie allemande » est une des institutions les plus durables du régime.

LE 27 MARS

GALA de

" Solidaridad Obrera "

LE CARNET DU MILITANT

QUESTIONS ET ARGUMENTS

Nos militants et nos lecteurs nous ont fait part de l'embarras qui est le leur devant certaines questions qui mériteraient une longue réponse alors qu'il est nécessaire, au cours de la discussion, de satisfaire l'interlocuteur en quelques phrases.

Et Il nous est souvent demandé de doner dans le « Libertaire » ces réponses-clés.

Nous précisons bien ici qu'il n'est pas question de confondre l'adversaire définitivement ou d'épuiser un problème, mais de donner à nos camarades des points de départ solides dans la discussion et l'essentiel de notre argumentation, de les aider à aiguiller la discussion sur une voie favorable à un éclaircissement.

Notre carnet du militant se présentera donc sous forme de questions et de réponses claires, d'arguments classés et d'une utilisation facile. Les lecteurs reconnaîtront les questions qui leur sont habituellement posées par l'adversaire ou celui qui cherche sa voie, questions se rapportant aussi bien à nos conceptions mêmes qu'à notre critique des positions adverses.

Nous commencerons par une série de questions peut-être les plus fréquemment rencontrées par nos militants.

● Vous affirmez que l'U.R.S.S. n'est pas socialiste. Comment expliquez-vous alors la lutte san merci que lui livrent depuis toujours les pays capitalistes ?

— L'U.R.S.S. a incontestablement supprimé le capitalisme privé, la propriété privée des moyens de production, au profit d'un capitalisme d'Etat. Et ceci explique déjà que les pays où survit le capitalisme privé tiennent à défendre leur système. Pour les profiteurs du capitalisme privé, il s'agit d'une lutte pour le maintien de leurs privilèges, de leur domination.

— Mais, surtout, l'U.R.S.S. apparaît comme un Etat prêt à l'hégémonie, un danger de domination mondiale. Et les autres Etats, moins dynamiques, d'une structure économique et politique moins rigides, condamnés par leurs crises internes, mettent tout en jeu contre un concurrent aussi dangereux.

Mais cela n'est pas spécial à l'U.R.S.S., avec laquelle ils ont fait et font encore du commerce (et rappelons que le commerce extérieur de l'U.R.S.S. fut particulièrement intense avec l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'Espagne franquiste), avec laquelle ils ont fait des alliances dont la plus importante fut signée par les U.S.A. en pleine guerre ! Les Etats capitalistes se sont ligués aussi contre l'Allemagne de Hitler, parce que elle aussi représentait un danger de domination mondiale, d'hégémonie, ...et Hitler en tirait le même argument que les staliniens. Il disait : « Le monde capitaliste est ligué contre l'Allemagne parce qu'elle établit le vrai socialisme ».

— Enfin, il existe toute une équipe de capitalistes qui sont prêts à accepter l'U.R.S.S. comme un autre Etat, à vivre avec elle en bonne intelligence. Justement parce qu'ils ne confondent pas l'U.R.S.S. et le communisme. C'est le cas des patrons anticommunistes qui allèrent à la conférence économique de Moscou. Ce fut le cas de Laval en 1935, de De Gaulle en 1945, de Hitler en 1939, qui célébrèrent l'alliance avec l'U.R.S.S. tout en restant farouchement anticommunistes.

— Donc, l'opposition des autres Etats à l'U.R.S.S. est du domaine de la rivalité entre Etats, rivalité accusée par la suppression du capitalisme privé en U.R.S.S. Staline, lui-même, a récemment prophétisé la guerre entre Etats capitalistes, et la possibilité par contre de la co-existence pacifique de l'U.R.S.S. et des Etats capitalistes. Voici donc, par Staline lui-même, l'affirmation que l'U.R.S.S. peut s'entendre avec le capitalisme et que, par contre, bien loin de préparer la guerre seulement contre l'UR.S.S., les Etats capitalistes se la feront entre eux.

Il faut donc baser le caractère « socialiste » de l'U.R.S.S. sur autre chose que sur le « grand complot » des autres pays contre cet Etat d'un type nouveau.

La semaine prochaine, nous répondrons à la question suivante :

● Vous reconnaissez les caractères nouveaux, particuliers de l'Etat en U.R.S.S. et vous ademettez que le capitalisme privé y a été supprimé. Donc vous ne pouvez nier que l'U. R. S. S. soit en Etat socialiste ?

LES TROIS LIVRES DE LA SEMAINE

BAKOUNINE
de H.-E. KAMINSKI
La vie d'un révolutionnaire... Mais s'est aussi, avec cette histoire, toute l'histoire de l'Europe révolutionnaire.
395 francs franco

LA REVOLUTION RUSSE EN UKRAINE
de MAKHNO
(mars 1917-avril 1919)
« ...Ce mouvement révolutionnaire large et puissant, à la tête duquel flottaient les drapeaux makhnovistes. »
255 francs franco

LES EXPERIENCES SYNDICALES INTERNATIONALES
des origines à nos jours
de G. LEFRANC
Un document que tous doivent posséder.
870 francs franco

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Les prix indiqués sont compris franco

THEORIE ET DOCUMENTS

Histoire du mouvement anarchiste.	J. Maitron	1570
Les anarchistes	A. Sergent	580
La révolution inconnue	Voline	520
Histoire de la Commune	Lissagaray	645
Révolution sociale ou dictature militaire	Bakounine	245
Dieu et l'Etat	—	155
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire	Hepner	645
La Philosophie de l'Histoire	Rappoport	245
Guerre des Etats et guerre des classes	Berth	295
L'interprétation économique de l'histoire	Seligman	245
La tragédie du Marxisme	Collinet	420
Du capital aux réflexions sur la violence	Berth	245
Histoire des bourses du travail	Pelloutier	345
La révolution russe en Ukraine	Makhno	270
Principes fédératifs	Proudhon	230
Philosophie du progrès	—	625
150 ans de Pensée socialiste	Louis	330
La Commune de Marseille	A. Olivesi	345
La Commune de Cronstadt	I. Mett	115
Le socialisme romantique	Owen	345
Hommes et choses de la Commune	Dommanget	245
La révolution en Dauphiné	Mollmeret	195
Le syndicalisme français	Rennes	245
Sylvain Maréchal	Dommanget	645
Le marxisme après Marx	Berracha	345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.)	Dolléans	970
L'Inde devant l'orage	T. Mende	495
Le mysticisme social	Saint-Simon	165
L'indispensable révolution	G. Leval	130
L'affaire Toulaev	V. Serge	525
Destin d'une révolution	—	390
S'il est minuit dans le siècle	—	390
Mémoires d'un révolutionnaire	—	645
La Chine	J.-J. Brieux	615
Histoire de la révolution russe (2 tomes)	Trotsky (1er t.)	820
	— (2e t.)	1120
Staline	Trotsky	820
La révolution trahie	Trotsky	435
Qui succèdera au capitalisme	Tomori	50
Le communisme	Leval	60
Partir de l'homme	Mac Donald	180
Le manifeste communiste	Marx	345
Misère de la philosophie	—	345
Correspondances	Marx-Engels	360
Le IIIe Reich	Deluces	875
Jacques Roux, le curé rouge	Dommanget	115
Histoire du Viêt-Nam	Devillers	970
Viêt-Nam. Sociologie d'une guerre.	P. Mus	945
Où va le peuple américain ?	D. Guérin	645
— 2e tome.	—	735
Juin 36	J. Danos	580
Réforme et révolution	Luxembourg	105
Grève générale	—	95
Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919)	Prudhommeaux	165
La Vie Héroïque de R. Luxembourg	B. Fouchère	50
La Révolution Russe	Luxembourg	50
Marxisme contre dictature	—	50
Vie et mort des corporations	Jean-Jacques	140
L'U.R.S.S. concentrationnaire	Vinatrel	180
L'église et la laïcité	J. Jaurès	40
La condition ouvrière	S. Weil	545

PEDAGOGIE MODERNE

La connaissance paranormale	Laurenci-Bendit	240
Une expérience d'éducation nouvelle	A. Jouenne	105
Culture prolétarienne	M. Martinet	230
Technique de l'imprimerie à l'école	C. Freinet	35
Le Maître camarade et la Pédagogie libertaire	Schmid	525
L'Education Nouvelle	Cousinet	390
Page des parents	C. Freinet	35
La coopération à l'école moderne	C. Freinet	35
Pour le sauvetage des enfants de France	—	35
La technique Freinet	—	35
Caravanes d'enfants	—	35
L'éducation du travail	—	330
Conseils aux parents	—	130
L'école moderne française	—	35
Naissance d'une pédagogie populaire	E. Freinet	445
La santé de l'enfant	—	160
Ecoles de villes	Marie Cassy	30
Bilan d'une expérience	J. Montborgne.	35
Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle	J. Husson	35
L'éducation Decroix	—	35
Bakulé	—	35

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

Contre les prétentions scandaleuses des propriétaires

Action directe des locataires

NOUS continuons aujourdhui notre enquête sur ce vol légalisé de la vente des immeubles par logement ou appartement.

Notre ami à qui nous avions rendu visite nous a fait parvenir la liste des locataires de l'immeuble habité par lui avec les exigences du propriétaire pour chacun. Les chiffres, qui parfois peuvent sembler ennuyeux, ont cependant ici une précieuse utilité et nous avons pensé ne point différer à leur publication. Il vous suffira de comparer le revenu actuel (loyer) avec le revenu futur (rente viagère) qui dégage le propriétaire de tous frais et de toutes réparations.

Nous avons utilisé des noms d'emprunt afin de ne point contrarier l'action de notre camarade qui vient de former un comité des locataires afin, non point de s'opposer à la vente, il ne le peut LÉGALEMENT et ne voyez dans ce mot aucune soumission à l'ordre établi, mais, mu, par un réalisme concret, il engage la bataille sur le terrain social.

Après avoir contacté deux locataires et suite à un échange de vues entre eux sur les modalités de l'action à entreprendre auprès des autres, tous trois ont convoqué l'ensemble des locataires à une réunion préliminaire où l'on rechercherait les points d'accord et surtout les moyens d'action pour contrecarrer les desiderata du propriétaire.

Sur 18 locataires, 17 ont répondu présent. 17 qui se sont élevés contre les propositions exorbitantes du propriétaire.

Avec cet accord quasi-unanime, y compris le commerçant qui se refuse

ORGANISEZ VOS COMITÉS D'IMMEUBLES

à acheter pour la raison que la valeur de son fonds de commerce et les possibilités de vente seraient atténuées par l'obligation d'un acheteur éventuel de payer un loyer-rente viagère exagéré, attendu que le logement est mansardé et sans confort moderne et surtout dans l'impossibilité d'envisager quelque amélioration.

A la suite de ces réactions, le Comité a envisagé comme premières mesures :

1° Le dépôt, par le Comité unanime, d'un cahier de revendications concernant l'ensemble des réparations urgentes à effectuer, à savoir :

A) Réparation immédiate de la toiture ;

B) Réparation et remplacement des fenêtres de l'immeuble ;

C) Travaux de peinture dans les escaliers ;

D) Réparation du mur mitoyen ;

E) Pose de deux grilles d'entrée fermant à clef assurant la sécurité des locataires ;

F) Réparation des plafonds des logements et des dégâts occasionnés par les fuites d'eau.

2° Refus unanime de répondre à la circulaire envoyée aux locataires par l'intermédiaire d'un individu n'ayant pas mentionné sur ladite circulaire sa fonction et ses rapports avec le propriétaire.

3° Refus unanime de faire visiter tout acheteur éventuel avec un représentant du propriétaire, en évinçant ce dernier poliment, mais d'effectuer une propagande honnête sur l'état désastreux des lieux afin de rebuter ledit visiteur dans ses désirs d'achat.

4° De faire établir un devis général des réparations par une personne compétente (entrepreneur ou architecte) dans le plus bref délai.

Voici les premières actions du Comité de cet immeuble qui sont encourageantes et qui doivent faire reculer les prétentions du propriétaire.

Nous pensons que cette action efficace est très utile et qu'elle ne peut que servir la Fédération Anarchiste, organisation sociale avant tout. C'est dans le travail quotidien, le travail social, que par l'aide constante de tous ses militants et sympathisants que la Fédération Anarchiste se fait connaître.

L'heure de penser spécifiquement l'anarchisme social n'est point révolue, mais présentement il faut lutter, il faut se battre. Il faut coordonner ces deux mots : PENSEE et BATAILLE !

Robert JOULIN.

Dans notre prochain article :

A quoi s'engage l'acheteur d'un logement ou appartement, les inconvénients et les frais exorbitants occasionnés par la copropriété.

UN LOGEMENT ACQUIS EN COPROPRIETE NE VOUS APPARTIENT PAS !

Propositions reçues par les locataires de l'immeuble X... situé à Z..., mis en vente par logement et par le moyen de la rente viagère

Noms	Superficie et disposition des logements évaluées en 0/00	Rente viagère annuelle	Premiers frais de co-propriété	Frais d'acquisition (Notaire et Etat)	Loyer actuel sans les charges
LECOMTE	48	25.000	4.000	42.000	11.000
LEFEVRE	43	25.000	3.750	40.000	11.000
LELIEVRE	51	30.000	4.450	46.000	12.000
LEFRANC	57	31.000	4.750	48.000	12.000
LEDUC	47	28.000	3.900	51.000	12.000
LESAGE	44	27.000	4.000	45.000	12.000
LECLERC	45	27.000	3.950	42.000	12.000
LE BON	49	30.000	4.100	46.000	13.000
LE ROY	63	39.000	5.500	59.000	15.000
LE GAL	53	33.000	4.450	53.000	13.000
LE BEAU	61	39.000	5.100	59.000	15.000
LEVILLAIN	63	41.000	5.500	62.000	16.000
LETELLIER	51	31.000	4.250	49.000	12.000
LERAY	54	36.000	5.200	56.000	14.000
LETORT	61	37.000	5.250	57.000	14.000
LEBLANC	39	26.000	3.400	42.000	11.000
LENOIR	97 —	113.000	8.200	133.000	35.000
LEROUGE	61	35.000	5.250	55.000	13.000
LEJEUNE (Concierge)	13	9.000	1.000	14.000	
	1.000	662.000	86.000	999.000	253.000

Le chômage dans le monde

II. — Conséquences humaines du chômage

NOUS les hommes qui, ainsi, se voient privés de leur emploi, ou qui jouissent d'un emploi insuffisant (chômeurs partiels) ou qui n'ont jamais eu d'emploi (inemployés), mais qui tous ont besoin de trouver un travail rémunérateur, peuvent incontestablement être nommés chômeurs. On peut à la rigueur leur rattacher ceux dont le travail plus ou moins rentable économiquement, a été créé pour précisément leur éviter la condition de chômeur et aussi peut-être ceux qui normalement vivent sans travail en prélevant leur revenu sur le travail de la communauté sans apport de leur part. La notion de chômeur pourrait s'étendre alors à tous ceux qui ne participent pas au cycle économique de la production (prise dans son sens le plus large).

En tous les cas, quelle que soit la limite restrictive adoptée pour définir les individus soumis aux aléas du chômage, il est nécessaire de joindre aux chômeurs ceux qui, par leurs liens familiaux ou sociaux, dépendent de lui quant à la source de leur revenu. C'est-à-dire qu'il ne faut pas oublier que les hommes qui subissent les conséquences du chômage ne sont pas seulement les chômeurs, mais aussi généralement leur famille.

Quelles sont donc les conséquences du chômage ? C'est le plus couramment, dans la mesure où le chômeur ne bénéficie pas d'une assurance-chômage ou de fonds de secours suffisants, la disparition ou tout au moins (au cas où le chômeur conserve d'autres ressources annexes), la profonde diminution du revenu. Les résultats de cet état de fait sont facilement prévisibles : réduction de plus en plus poussée des dépenses de consommation (alimentation, habillement) d'abord, puis abandon des postes incompressibles (logement, par exemple).

A ces conséquences économiques se greffent des conséquences psychologiques et sociales. L'individu **prend conscience** de la précarité de sa situation présente, de la permanence de cette menace (même quand il se croira à l'abri ayant trouvé du travail) et surtout de la généralité du fléau qui frappe des quantités d'hommes de sa condition.

Le chômage est un facteur qui, dans les crises sociales détermine, accélère et précise la prise de conscience de classe du prolétariat. — Le chômage exaspère les luttes sociales et décide de donner leur appui aux syndicats et aux partis révolutionnaires un grand nombre de travailleurs qui, en temps normal, s'en tiendraient à l'écart. **Seules, les masses de chômeurs ont pu donner leur appui DECISIF aux grands mouvements sociaux de l'histoire** et particulièrement du dernier demi-siècle : en 1917, poursuite de la révolution russe en octobre ; en 1936, formation des Fronts populaires en Europe et du C. I. O. aux Etats-Unis.

Ce sont là les conséquences macrosociales ultimes du chômage ; les conséquences microsociales sont non moins significatives. Le drame interne de l'homme acculé aux haillons et au taudis, perdant de plus en plus espoir à mesure que les bureaux de placement lui répondent par la négative, voyant ses forces physiques diminuer à mesure que s'accroît sa rancœur contre le régime qui lui vaut tant de souffrances : tout cela a été décrit par les écrivains, de Zola à Hemingway en passant par Gorki et Simone Weil ; et un film comme « Le Voleur de bicyclettes » fait ressentir l'angoisse de l'homme en chômage, même à ceux qui se croient à l'abri d'une telle menace.

Comment l'homme sort-il de cette situation critique ? Il peut retrouver un emploi analogue à son travail précédent. Soit de façon normale à mesure que la crise dont il est victime est résolue dans son établissement, dans sa branche de l'économie ou dans son pays, il se voit appelé plus ou moins rapidement suivant qu'il est l'objet de discrimination politique (« listes noires » d'ouvriers socialement combatifs ou membres de certains syndicats ou partis), raciale ou nationale. Soit de façon exceptionnelle : embauche de travailleurs excédant le nombre requis. Il peut changer d'emploi, cela en fonction de sa mobilité technique ou géographique et soit d'une façon normale en entrant dans un établissement nouveau pour lui, soit de façon exceptionnelle en participant à des entreprises créées pour résorber le chômage. On voit que, pour le chômeur, de nombreuses solutions théoriques s'offrent, aussi sera-t-il attentif à la perception d'un mot riche de promesse : le mot EMBAUCHE.

Mais le chômeur ne pourra trouver de l'embauche que dans la mesure où **le nombre de vacances d'emploi n'est pas plus petit que celui des travailleurs sans emploi.** Dans le cas contraire, le chômage devient un mal endémique qui touche une partie plus ou moins importante du corps social et dépasse largement l'individu.

Différents types de chômage

LE chômage est en effet un phénomène social qui, dans le monde moderne, s'est étendu et s'étend encore à de larges masses d'hommes vivant dans les pays les plus divers. Ses causes ont une variété infinie, mais on peut distinguer pourtant **deux grands types de chômage qui atteignent deux grandes sortes de régions économiques radicalement différentes.**

D'une part, le chômage **pour insuffisance de la demande globale** (de biens de consommation, de production, et donc d'emploi) qui frappe les pays ayant atteint un stade avancé d'industrialisation.

D'autre part, le chômage **pour pénurie de biens d'équipement** et de ressources complémentaires (main-d'œuvre spécialisée, techniciens, capitaux, etc.) qui touche les pays insuffisamment développés.

Enfin, nous distinguerons **deux types mineurs** de chômage qui peuvent frapper même les économies ayant éliminé les types majeurs : le chômage frictionnel dû à un **défaut de structure** de l'appareil économique, et le chômage occasionné par l'**apport soudain** d'un grand nombre de travailleurs supplémentaires.

(A suivre.) **Paul ROLLAND.**

A propos de l'interdiction de la Fédération du sous-sol en Sarre

La Fédération du sous-sol de la Sarre vient d'être interdite par décision du gouvernement sarrois. La Fédération était présidée par Paul Kutsch qui au moment des élections s'était prononcé pour le retour de la Sarre à l'Allemagne.

Un gouvernement quel qu'il soit, « démocratique » ou totalitaire, ne manquera jamais d'invoquer le fait qu'un syndicat se lance dans la politique pour le supprimer, ceci au nom de l'intérêt national qui, précisément, est affaire de politique. Un gouvernement en définitive reste juge de la politique des syndicats et des syndicalistes lesquels peuvent être favorisés, tolérés ou supprimés selon la doctrine de la camarilla, du gang ou de la clique au Pouvoir.

Dans le cas présent, Paul Kutsch et la Fédération du sous-sol sont victimes de la politique officielle du gouvernement sarrois comme Alain Le Léap est victime de la politique officielle du gouvernement français.

Toutefois, avant de nous émouvoir, il nous reste à considérer si la politique antigouvernementale de MM. Kutsch et Le Léap méritent le qualificatif de politique ouvrière. Ce que précisément nous constestons. Une véritable politique ouvrière ne saurait prendre ses ordres à Bonn ou à Moscou pas plus qu'à Paris mais bien au sein des réprouvés, des exploités qui se trouvent de part et d'autre des frontières quelles que soient les patries.

Le syndicalisme trop souvent n'est qu'un appendice de la politique intérieure ou de la politique étrangère des gouvernements et revêt au même titre que l'exploitation économique une forme d'exploitation des travailleurs à laquelle aucun militant ouvrier digne de ce nom ne peut souscrire sans renoncer en même temps aux motifs de son combat pour l'émancipation des travailleurs.

La lutte menée par les militants ouvriers en Sarre et en France contre l'Etat capitaliste n'est pas identique à celle menée par Kutsch ou Le Léap, elle a d'autres perspectives que celle de quitter un asservissement pour tomber dans un autre. Que ces deux syndicalistes ou pseudo-syndicalistes soient privés des moyens d'agir et d'œuvrer en faveur de Bonn et de Moscou ne peut être que regrettable pour Bonn et Moscou — à Bonn et à à Moscou donc de les défendre directement ou par l'intermédiaire de leurs hommes.

S. N.

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e. F. ROCHON, imprimeur.

Chez Renault les travailleurs croient de moins en moins aux balivernes du commerce avec l'Est

LE P.C. a bonne mine quand, pour piéger politiquement les petits industriels en difficulté économique et les travailleurs en chômage, il préconise le développement des relations commerciales avec l'Est.

La Régie Renault qui, dans l'espoir de trouver un marché dans les démocraties populaires, avait envoyé des échantillons de sa production derrière le « rideau de fer », attend toujours une réponse des gouvernements staliniens. La Régie peut attendre...

Déjà, en 1952, les achats français en U. R. S. S. s'étaient élevés à 5,620 milliards de francs, tandis que les achats soviétiques en France étaient de 1,880 milliard de francs.

Le commerce avec l'Est est une baliverne. La solution au chômage ne viendra pas plus de ce côté-là que du côté de l'Ouest. Les travailleurs de chez Renault commencent à le comprendre et la propagande autour des exportations fera de moins en moins de dupes au sein de la Régie.

Le marché de l'automobile Renault arrive à saturation. C'est une reconversion partielle orientée sur une **production utile** pour tous et susceptible de développer sur le marché intérieur qui s'impose.

On peut toujours parler de l'envoi de 4 CV. derrière le « rideau de fer », mais comme d'une bonne plaisanterie !

Chez Citroën 55 0/0 d'abstentions aux élections à la délégation du personnel

VOICI le résultat des élections à la délégation du personnel dans l'entreprise Citroën :

Inscrits 21.053
Votants 9.381

C.G.T.	41	sièges
F. O.	6	—
C. F. T. C.	5	—
Indépendants :		
Tendance Dewez	2	—
Tendance Parsal	2	—

La C.G.T., en montant en épingle les 70 0/0 des voix remportées, ne craint pas d'être démentie en ce qui concerne le pourcentage de ceux qui ont voté. Mais 70 0/0 de 45 0/0 de travailleurs, ce n'est pas épais : cela fait 6.500 voix sur plus de 21.000 « électeurs ».

55 0/0 des travailleurs, chez Citroën, sont indifférents ou dégoûtés. Voilà où conduit le syndicalisme en carton-pâte.

Chez S. I. M. C. A. les heures supplémentaires succèdent aux licenciements

UN stock de 3.600 voitures, conséquence de la mévente, avait servi de prétexte à la direction de chez SIMCA pour licencier 2.000 travailleurs de l'automobile, il y a de cela un mois.

A présent, les horaires sont portés de 40 à 45 heures et les cadences ont augmenté leur rythme.

Cette méthode, très en vigueur dans maintes entreprises, a pour but l'exploitation de plus en plus éhontée de la classe ouvrière, la mise sur le pavé des militants ouvriers et la mise au pas des travailleurs.

Les consignes du C.N.P.F. et de l'Etat-patron ne sont pas étrangères à ces procédés, face auxquels les syndicats se sont montrés pratiquement impuissants, par manque d'unité.

LES " CONSEILS DE CLIENTES "

Est-ce la gestion des Magasins par les consommateurs ?

LE « Conseil des Clientes », dont nous avons parlé dans le numéro du 29 janvier 1953 du « Libertaire », est un procédé commercial qui aurait, paraît-il, tendance à se généraliser.

Sur ce sujet, M. Lillaz, directeur du Bazar de l'Hôtel-de-Ville, a exposé, au cours d'une conférence de presse, les « avantages » que devaient en tirer les clientes de son magasin.

Des précisions furent ainsi données sur les résultats fournis par les dernières réunions : modifications du système de bouchage de certains flacons, vente à la pièce, et non à la douzaine ou à la demi-douzaine, des serviettes, renseignements sur les étiquettes, etc...

Mieux, à la demande des clientes, la direction est décidée à se saigner aux quatre veines : pour les soldes, les prix seront périodiquement baissés, selon un procédé d'enchère à rebours. Un rabais de 20 0/0 sera d'abord appliqué. Sur ce qui restera, la semaine suivante, un autre rabais de 20 0/0 sera pratiqué, et ainsi de suite, jusqu'à épuisement des marchandises soldées.

Comme ses confrères qui pratiquent le « Conseil des Clientes », M. Lillaz est un malin. Il est ce que l'on nomme dans son milieu un homme d'affaires « avisé ».

Au Bazar de l'Hôtel-de-Ville, comme dans de nombreux autres magasins et entreprises industrielles, il existe à l'intention du personnel une « boîte aux idées ». Ce procédé, par l'attribution d'une prime aux meilleures suggestions, permet à la direction de l'entreprise de faciliter et d'augmenter d'une manière économique sa productivité, donc son profit, but exclusivement recherché. On sait que si le consommateur bénéficie dans une proportion infinitésimale de l'augmentation de la productivité, l'ouvrier, en tant que producteur, en est victime.

Si, dans le secteur de la production, par ce système, on ne peut faire appel qu'aux professionnels, par contre dans une entreprise de distribution le consommateur est pour le moins aussi bien placé que l'employé pour discerner les imperfections existantes et les modifications techniques apportant des commodités.

Nous savons, d'autre part, que si, par le fait de certains perfectionnements techniques, l'ouvrier court le risque du chômage, il en est différemment du client, objet des avances mercantiles. Personne n'ignore plus que les causes du « chômage de la consommation » sont d'un autre ordre.

Les grands magasins, il faut le reconnaître, offrent beaucoup plus de commodités que bon nombre de petits boutiquiers. Ils ont toujours été à l'avant-garde, si l'on peut dire, des innovations et ont obligé, dans la majorité des cas, les petits commerçants à moderniser la technique commerciale.

Néanmoins, le client ne peut compter aujourd'hui, de la part des grands magasins comme des petits, que sur des modifications de détails sans portée sociale appréciable.

Si les clientes et les clients ont du temps de disponible, plutôt que pratiquer l'indifférence, qu'ils fassent toujours des suggestions ou des critiques ; sur le nombre, quelques commodités peuvent peut-être être apportées... Mais il serait bon qu'ils n'oublient pas que le personnel a besoin de vivre et que le chômage sévit.

En dehors de cela, qu'ils ne s'illusionnent pas, il ne leur sera absolument pas loisible de peser, si peu que ce soit, sur le profit des actionnaires. Le plus petit abandon sur ce dernier point serait implicitement déjà l'abdication du capitalisme et des principes sacrés qui l'animent. Ils n'en sont pas là, car prétendre déplacer un tant soit peu ce pilier du régime qu'est le profit, c'est ni plus ni moins envisager son écroulement, c'est-à-dire faire la révolution.

Par exemple, quel sera le bénéficiaire de cette fameuse vente aux enchères dont fait état Lillaz dans sa conférence de presse ?

Le client, est-on amené à dire, puisque la marchandise sera vendue à perte.

Eh bien, non ! Ce sera encore les actionnaires des magasins, en l'occurrence. Car tous les magasins à grand débit ont des fins de séries démodées ou rendues invendables pour de multiples raisons. Après le passage traditionnel aux rayons des soldes, elles sont abandonnées aux rebus. Elles entrent dans les profits et pertes, il en est prévu un pourcentage à peu près constant.

La vente aux enchères précitée, par sa nouveauté, redonnera une valeur à des marchandises dépréciées. Ceux qui l'ont pratiquée savent que la vente à la criée a un effet psychologique particulier. Elle attire le désir d'acheter par l'impression de « bonne affaire » qu'elle donne.

Il y a donc beaucoup de chances pour que les bénéficiaires soient presque constamment les actionnaires du magasin. En rénovant ainsi la vente, il sauvera du rebut, jusqu'à ce que le stratagème soit usé, bon nombre de produits dévalorisés. Attention ! Rien de philanthropique, ni même de progressiste, dans ce fameux système « Conseil des Clientes ». Ne nous leurrons pas, il y a là vraiment peu de chose à tirer pour le consommateur.

L. BLANCHARD.

Pour le soutien du «LIB»

Deuxième liste de souscription

Blin	200	Torquato	200	Giliane	1.000	Fénicia	500
Vincent	225	Toury J.	500	Grpe Est	2.500	Renay	100
Chiappini	300	Millot Guy	1.000	Gino	200	Théron	100
Barnios-Melé	100	Aug. Felbert	215	Kropf	250	Bideau	500
Baffonné	150	Seaume, à		Brest	560	Chiapiakian	500
B. Thomas	300	Gégène	200	Manuel	50	B	50
Buatois	135	Cannes	500	Maggi	150	Un institut	500
Kiouane	150	Robin	200	Antier	200	Guyard	200
Dehez	300	Le Lay	100	Carpentier	100	Erminelli	300
Fornerod	250	Henry J.	900	Jousseaume	100	Pierre	500
Rigal	100	Lescales	226	Felbert	250	Gardebois	100
Leuillier	500	Maire H.	600	X	100	Movo	100
Bardakiam	100	Gut-Delbart	500	Facy A.	100	Quelq. copains	400
Berthet	300	Ant. André	15.300	De Coninck	1.000	Anonyme	500
J. Berthet	105	Mario Sat	100	Dumont	200	Magny	100
Calvarin	405	Moreau	900	Saulnier	505	Aubert	500
Fillon	1.000	Reyboz	150	Garin	50	Cadiou	200
Genaudet	400	Rémy, José	460	Louis	500	Pierre	300
Maucour	100	Daragon	100	Marcel	200	Passot	200
Villemur R.	1.000	Jacques	500	Martinez	100	Raugier	100
Georges	500	Deleuze	1.000	Stas	200	Le Lay	100
Bolimar	200	Un éducateur		Gauthier	500	Robert	200
Sabatier	100	libertaire	1.000	Ses amis	500	Letellier	500
Fernandez	100	Vajaille	100	Cuninelli	500	Duval	500
Fenicia	100	Simon	500	Marseille	700	Klaub	100
Hoffer	400	Blanchard	500	Piché	100	Thibault	200
Blin	100	X	205	Taste	400	Monique	100
G. Georges	450	Jo P.N.	200	Griguis	300	Bernard	50
Nœux-les		Blagers	345	Hénez	130	Ramon	250
Mines	300	G.H.	500	Anonyme	50	Saunier	1.000
J. Granados	100	Roger	1.000	Berta	500	Roger	100
V. Barthez	120	Marin	180	Collet	200	Vendeur	50
Organde M.	200	Maraude	200	Gauthier	500	Rofo	100
Bocquillon P.	100	X	100	J.P.	100	St-Denis	90
Denis J., Belgique	1.800	Christian	1.000	Garcia	1.000	Macario	200
P. Vapaille	210	Touli	200	Faure	200	Etienne	170
Veron	5.000	X	500	Godin	130	Anonyme	45
Doudou et		Chapalein	200	X	500	Lejean	500
Georges	1.250	Viet Minh	1.500	Vente	300	Dalet	200
Chabire	100	Viet Minh	3.000	Bonnet	100	Millo	600
Erminelli	300	Serge	500	Anonyme	1.000	Alexis	100
Muzzoni	150	Moine	1.000	Tavé	500	Houille	750
		Caron	500	Bouyer	100		

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande